



DU HAUT-RHIN

Mieux Vivre Notre Avenir

Compte rendu des risques du **DUERP du 26 avril 2018.**

Un calendrier contraignant avec un CHSCT prévu dans la première semaine de mai a obligé la Direction à programmer ce DUERP durant les congés scolaires d'avril. La poursuite du DUERP se fait en CHSCT et je rappelle qu'à notre grand regret, la CFTC n'y siègera pas du fait qu'elle comprend d'autres administrations comme les douanes et d'autres entités où nous ne sommes pas représentés.

Le but du DUERP est de lister les risques dans notre département, de les identifier et de les recenser (ceux dont nous n'avons pas la main et ceux présents dans chaque service). Afin de définir des mesures efficaces et d'identifier les risques psychosociaux.

Voici donc les différents risques répertoriés par le coordonnateur commun ou chef de service.

- 34 risques liés à l'activité physique (manutention ou mauvaise posture de travail).
- 7 risques chimiques (liés aux agents chimiques dangereux ou liés à l'amiante).
- 2 risques biologiques et infectieux.
- 35 risques liés au manque d'hygiène sur les lieux de travail ou sanitaires.
- 101 risques liés aux déplacements et aux chutes (utilisation d'un véhicule et glissade et chute).
- 35 risques d'incendie.
- 6 risques d'explosion et de panique.
- 51 risques liés aux phénomènes physiques et aux bâtiments (électrique, environnement sonore ou lumineux ou thermique, rayonnement, ascenseur, porte et portail automatique, la co-activité).
- 41 risques liés au travail sur écran.
- 1 risque lié aux équipements de travail.
- 251 risques psychosociaux.
- 20 risques particuliers (liés aux rythmes de travail et d'agression des agents).
- 6 autres risques à préciser.

La poursuite du DUERP se fera en CHSCT comme précisé ci-dessus.

Remarque : Nous constatons également de nombreux risques liés aux sous effectifs chroniques d'agents. Soit-disant beaucoup de services ont toutes les chaises de pourvues, mais des agents restent manquants à cause du temps partiel, ce qui implique un déficit d'agents à l'emploi. Cette année 40 emplois restent vacants sur le département.